



WWF

NOTE

FR

2017

VERS UN DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE DE LA GUYANE

Des emplois pour les habitants et leur territoire

WWF

Le WWF est l'une des toutes premières organisations indépendantes de protection de l'environnement dans le monde. Avec un réseau actif dans plus de 100 pays et fort du soutien de près de 6 millions de membres, le WWF œuvre pour mettre un frein à la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation soutenable des ressources naturelles renouvelables, et en faisant la promotion de la réduction de la pollution et du gaspillage.

Depuis 1973, le WWF France agit au quotidien afin d'offrir aux générations futures une planète vivante. Avec ses bénévoles et le soutien de ses 220 000 donateurs, le WWF France mène des actions concrètes pour sauvegarder les milieux naturels et leurs espèces, assurer la promotion de modes de vie durables, former les décideurs, accompagner les entreprises dans la réduction de leur empreinte écologique, et éduquer les jeunes publics. Mais pour que le changement soit acceptable, il ne peut passer que par le respect de chacune et chacun. C'est la raison pour laquelle la philosophie du WWF est fondée sur le dialogue et l'action.

Depuis décembre 2009, la navigatrice Isabelle Autissier est présidente du WWF France et Pascal Canfin en est le directeur général.

Ensemble, nous sommes la solution.

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For nature
(Formerly World Wildlife Fund)

® "WWF" & "living planet" are WWF Registered Trademarks /
"WWF" & "Pour une planète vivante" sont des marques déposées.

WWF France. 35-37 rue Baudin, 93 310 Le Pré Saint-Gervais.

AVANT-PROPOS

« *On ne lance pas de fusée sur fond de bidonville* », déclarait le Président Mitterrand en septembre 1985. Plus de trente ans plus tard, des mouvements sociaux paralysent la Guyane pendant plusieurs semaines, démontrant que le modèle de développement du territoire demeure au cœur des débats.

Le taux de chômage y est deux fois plus élevé qu'en métropole et touche particulièrement les jeunes. La population double tous les 25 ans environ et cette démographie pèse sur la croissance locale. Le PIB par habitant est en baisse (-2,7 points entre 2014 et 2015) et ne représentait en 2015 que 48 % du niveau national¹. L'essentiel des emplois appartient à la sphère publique qui réalise aussi la très grande majorité des investissements. Aujourd'hui, la grande majorité des biens de consommation courants sont importés, amenant à une balance commerciale très largement déficitaire² et limitant l'émergence de filières locales de production.

Depuis qu'il s'est implanté en 1965, le centre spatial guyanais a joué un rôle indéniable dans l'économie locale, contribuant actuellement à hauteur de 16 % au PIB guyanais. Mais ce type de site industriel hyper centralisé montre aujourd'hui ses limites car il ne peut à lui seul générer toutes les retombées économiques dont le territoire a besoin. En effet, comment parler de « locomotive » de développement si en parallèle, aucun « wagon » n'est suffisamment structuré localement ?

Pourtant, c'est un modèle de développement court-termiste, basé sur une méga-industrie hyper centralisée sur lequel les pouvoirs publics s'approprient à miser via le projet « Montagne d'or ». Ce développement minier aurifère industriel, au-delà de son impact désastreux sur l'environnement, n'offrirait pas les retombées économiques qu'il promet³ et pourrait même condamner le développement d'autres filières productives à la fois plus rentables en termes de création d'emplois et plus soutenables, notamment en mobilisant des fonds publics qui ne pourraient pas être alloués ailleurs.

Pourtant, comme l'a souligné le MEDEF en 2015 « la Guyane est au début de ses *'Trente Glorieuses'* et c'est probablement l'unique région française dans cette situation. Elle est au début de son boom économique, ce qui lui laisse toute latitude pour choisir la nature de son développement économique »⁴.

D'autant que le territoire dispose de nombreux atouts sur lesquels capitaliser pour privilégier un mode de développement durable et inclusif.

Face à ces questions cruciales pour l'avenir du territoire, le WWF France a agrégé différentes analyses pour identifier les filières qui pourraient générer de la valeur économique et des emplois à partir des ressources naturelles locales.

Notre objectif : montrer qu'avec des subventions publiques bien utilisées, des filières locales et durables, comme celle du tourisme, pourraient permettre à la Guyane de relever le défi d'un développement soutenable et pourvoyeur d'emplois.

1. Guyane, rapport annuel 2016, IEDOM.

2. 1 234, 8 millions d'euros d'importations en 2016 contre 124,6 millions d'euros d'exportations la même année.

3. Cf. l'étude « Montagne d'Or, un mirage économique ? », WWF-France, 2017.

4. « Vision entrepreneuriale du développement de la Guyane, MEDEF (Mouvement des Entreprises de France), Guyane, (2015).

LE TOURISME : UNE PISTE DE DÉVELOPPEMENT PROMETTEUSE

La Guyane dispose de nombreux atouts autour desquels l'activité touristique encore balbutiante pourrait se structurer au cours des dix prochaines années : une biodiversité exceptionnelle, une population multiculturelle et une combinaison de caractéristiques à la fois dépaysantes et familières pour les touristes venus d'Europe. A l'heure d'un fort essor du secteur à l'échelle internationale et dans un contexte politique favorable au développement de la filière, le tourisme pourrait contribuer au développement économique et social du territoire.

Un patrimoine naturel emblématique

La Guyane est le seul territoire ultramarin français continental. Couvrant 83 500 km², soit l'équivalent de l'Autriche, elle est essentiellement couverte d'un massif forestier de type amazonien, encore largement intact (couverture végétale de l'ordre de 94 % en Guyane). Ce territoire bénéficie également d'une façade maritime conséquente (plus de 300 km), et d'une Zone Economique Exclusive étendue.

Située à l'interface entre le socle précambrien du plateau des Guyanes et du bassin amazonien, la Guyane recèle une biodiversité terrestre et marine exceptionnelle, dont des espèces emblématiques (singes, aras, jaguars, tortues marines...). Cette biodiversité demeure imparfaitement décrite, certains experts estimant que l'on n'en connaît que 20 %. On peut néanmoins citer l'importance de la biodiversité aquatique (environ 1/4 des poissons d'eau douce de Guyane sont endémiques), la grande diversité végétale (environ 180 arbres sont endémiques en Guyane, soit environ 100 à 300 essences par hectare), et des services écosystémiques qui n'ont pas encore été pleinement estimés (le massif forestier de Guyane représente environ 50 % du stock de carbone national, ses cours d'eau abritent une quantité d'eau douce par habitant parmi les plus importantes au monde...). De façon logique, 81 % des visiteurs indiquent un intérêt pour la biodiversité guyanaise.

Malgré cette extrême richesse naturelle du territoire, le secteur du tourisme en Guyane se caractérise par la prépondérance des voyages professionnels ou affinitaires (plus de 80 % des visites). Les touristes d'agrément, c'est-à-dire ceux motivés avant tout par la découverte de la Guyane, ne représentent que 17 % des visiteurs⁵. Ces chiffres illustrent à eux seuls tout le potentiel de croissance du tourisme en Guyane, puisqu'ils sont totalement inversés aux Antilles, où la principale motivation des visiteurs est la découverte du territoire.

Une filière touristique balbutiante mais au fort potentiel

En 2016, les différents sites touristiques de Guyane ont enregistré un total de 200 000 visiteurs⁶. Ces activités ont concerné les principales attractions bien connues : les îles du Salut, le zoo de Guyane, les sentiers de randonnée, le centre spatial... Comme ailleurs dans le monde, le secteur du tourisme suit une progression marquée en Guyane, et le nombre d'emplois liés au tourisme a augmenté de 27 % en huit ans⁷, ceci alors même que l'offre aérienne permettant aux visiteurs d'atterrir en Guyane n'a pas significativement évolué. Environ une entreprise sur dix en Guyane bénéficie aujourd'hui des retombées du tourisme.

5. Observatoire du tourisme de la Guyane, Les touristes récepteurs, 2016.

6. Chiffres clés du tourisme en Guyane, 2016. Comité du tourisme Guyanais.

7. Le tourisme en Guyane, Note Expresse 2016, IEDOM.

Pourtant, le potentiel touristique de la Guyane demeure, à ce jour, très largement sous- exploité⁸. Un manque criant d'investissements explique en grande partie la faiblesse du secteur : ainsi entre 2007 et 2013, la Guyane a consacré 14,8 millions d'euros au tourisme, là où la Guadeloupe investissait 100,4 millions d'euros⁸. De nouveaux investissements, orientés vers le développement d'un tourisme écoresponsable, pourraient permettre la structuration d'une offre touristique compatible avec une exploitation soutenable des ressources naturelles⁹.

Le manque d'investissement actuel se retrouve aussi dans le manque de formation proposée à destination de la jeunesse guyanaise, très faiblement accompagnée vers les métiers du tourisme. Or, pour le WWF France, il est urgent de promouvoir un développement orienté en priorité vers la principale richesse de la Guyane, sa jeunesse, via le déploiement d'un véritable « Plan Marshall » de l'éducation et de la formation, permettant de mieux répondre aux besoins actuels et futurs de la croissance locale, notamment à travers le Grand Plan d'Investissement 2018-2022 du gouvernement. La structuration de la filière devrait donc également passer par le renforcement de l'offre de formation aux métiers du tourisme.

Une destination qui concilie besoin d'exotisme et quête de repères

A l'instar des autres territoires du plateau des Guyanes, la population guyanaise est l'une des plus multiculturelles du continent, avec des flux migratoires importants. Le caractère identitaire de la population est fortement marqué, notamment au sein des communautés autochtones. Ceci est un atout pour une certaine forme de tourisme de plus en plus prisée, à la recherche d'authenticité, de découvertes culturelles et de rencontres humaines riches.

Véritable « Amazonie européenne », la Guyane est le combiné unique d'un territoire où le visiteur européen pourra continuer à utiliser l'euro, bénéficier d'infrastructures médicales au-dessus des normes régionales, découvrir un centre spatial assumant près de 50 % des lancements mondiaux, tout en découvrant toute l'authenticité des cultures amazoniennes autochtones et des spécificités culturelles régionales, au sein de la plus mythique des forêts du monde.

Les caractéristiques du territoire représentent un centre d'intérêt croissant pour la Commission européenne, qui emploie elle-même le terme d'« Amazonie européenne » pour décrire la Guyane dans le dispositif BESTIII¹⁰. Cette initiative axée vers la préservation de la biodiversité et du développement durable crée pour la première fois un lien direct entre ce territoire sud-américain et le centre opérationnel de l'Europe. En parallèle, la première visite du Président de la Commission européenne en outremer européen est annoncée en Guyane. Ces éléments permettent, à terme, d'asseoir un marketing vantant les attraits et les productions de « l'Amazonie européenne » bien au-delà de la seule France métropolitaine. Ceci pourrait contribuer à forger une identité unique pour les filières et productions de Guyane, auprès du marché européen, l'un des plus grands marchés au monde, et de plus en plus demandeur de garanties d'origine et de qualité.

8. Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'internationalisation (projet), version Juillet 2017.

9. La biodiversité, un des leviers du développement économique et social de la Guyane, rapport du CGEDD, 2017.

10. http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/best/regions/amazonia_en.htm

Un contexte politique favorable

Suite à la mobilisation historique du peuple guyanais, l'Accord de Guyane du 21 avril 2017 acte un plan d'urgence de 1,086 milliard d'euros, et l'examen prioritaire d'un plan additionnel de 2,1 milliards d'euros¹¹. Ce plan d'urgence implique aussi des accords sur douze secteurs jugés prioritaires pour le redéploiement de l'économie locale. Par ailleurs, les élus, le collectif et l'État ont convenu de l'élaboration, via les Etats Généraux, du « projet Guyane » qui portera à plus long terme les ambitions du territoire. En complément, la loi « Egalité Réelle Outre-mer » prévoit la mise en place de « plans de convergence » impliquant des changements de méthode et de vision dans les politiques publiques, et visant à co-définir une stratégie de développement économique et social à l'horizon 10 ou 20 ans.

Plus récemment, le gouvernement a annoncé la mise en place des « Assises des Outre-mer » autour de huit grands thèmes, dont l'investissement public au service d'un projet de développement équilibré, la définition d'un cadre stable en faveur de la croissance économique et de l'emploi, et le positionnement des outre-mer comme des leaders dans la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité. L'importance et la complémentarité de ces rendez-vous majeurs renforcent le besoin de rendre visible l'ensemble des possibilités de développement des filières locales et de favoriser celles qui peuvent offrir une réelle soutenabilité, comme celle du tourisme, qui ne pourra se structurer qu'à condition d'investissements publics suffisants.

C'est l'idée du Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs, véritable plan de bataille permettant de porter les ambitions légitimes de l'ensemble de ce secteur en Guyane¹². Cette stratégie entend faire émerger le tourisme comme une véritable filière structurante, contribuant à l'attractivité globale du territoire. Pour cela, le dispositif envisage de renforcer les fondamentaux de la destination « Amazonie européenne », via la mise en place d'aménagements spécifiques (mise en valeur des patrimoines naturel et culturel, renforcement des offres de loisir de proximité...).

L'amélioration de l'image et l'attractivité de la destination est elle aussi clairement identifiée comme l'une des priorités, afin de mieux refléter les nombreux atouts du territoire, en termes de qualité de vie et de sécurité d'investissement notamment. En complément, ce schéma régional entend renforcer la qualité des services fournis, notamment par une meilleure offre de formation à destination des futurs acteurs de cette filière. Et de façon structurelle, un meilleur pilotage de l'organisation touristique en Guyane apparaît indispensable pour permettre cette ambition à l'échelle de l'ensemble du territoire.

Ainsi, il est proposé qu'un nouveau positionnement émerge pour la destination « Guyane », étroitement associé à sa nature amazonienne (« poumon du monde », « destination écologique par excellence »...). Tournant le dos à une image exclusivement d'aventures, la Guyane devra, selon ce schéma, offrir une image plus rassurante, plus proche de la réalité d'accessibilité de ses richesses.

Sur ces nouvelles bases, cette destination unique se propose de cibler prioritairement quatre marchés : les pays européens francophones, les Antilles, les pays frontaliers, et le marché local.

11. <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/convention/2017/4/21/OME01713117X/jo>

12. Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'internationalisation (projet), version Juillet 2017.

Un contexte international propice

La structuration d'une filière touristique en Guyane pourra s'inscrire dans un contexte mondial favorable pour l'industrie du tourisme. Au niveau international, elle représente la première activité économique avec 10 % du PIB global, selon l'organisation mondiale du tourisme¹³. Ce secteur égale ou dépasse maintenant les industries pétrolières ou de l'automobile¹³.

Le nombre d'arrivées touristiques au niveau mondial est passé de 25 millions en 1950 à 980 millions en 2011¹⁴. En quelques décennies, la filière du tourisme est ainsi passée d'un contributeur anecdotique à la création de richesses à un rôle de pilier de tout modèle de développement territorial. En conséquence, de nombreux pays en voie de développement axent leurs investissements sur le développement touristique, comme vecteur majeur de réduction de la pauvreté¹⁵.

Depuis 2015, le nombre de touristes est devenu plus important dans les pays en développement que dans les pays développés¹⁵, et l'UNESCO, tout comme le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) préconisent ce secteur comme l'une des priorités pour les pays émergents¹⁶¹⁷. Il est vrai que dans ces territoires, l'augmentation du nombre d'arrivées entre 1980 et 2012 a avoisiné les 9 % par an¹⁸ !

Par ailleurs, de nombreuses études prospectives s'accordent sur le fait que la forte croissance économique du secteur du tourisme s'inscrit sur la durée, et pourrait connaître un doublement du nombre de voyageurs entre 2010 et 2030¹⁶.

Ces perspectives de forte hausse (un taux de croissance moyen de 3,9 % est attendu pour les dix prochaines années¹⁹) tendent à inciter tout territoire à axer une grande partie de ses investissements en faveur du tourisme, afin de bénéficier en retour de retombées significatives. En effet, l'économie du tourisme se révèle particulièrement appropriée pour irriguer les tissus socioéconomiques ruraux, et pour favoriser l'égalité des genres (le pourcentage de femmes entrepreneurs dans le secteur du tourisme est systématiquement plus haut que dans les autres secteurs économiques¹⁸). L'industrie touristique permet aussi de renforcer l'attractivité du territoire, drainant dans son sillage d'autres activités²⁰.

Le contexte international confirme l'expansion de l'industrie du tourisme notamment au bénéfice des territoires sud-américains, et la Guyane recèle de très nombreux atouts qui lui permettent de pouvoir miser une large partie de son développement sur ce secteur.

13. <http://www2.unwto.org/fr/content/pourquoi-le-tourisme>

14. UNWTO, tourism market trends, 2011.

15. UNWTO, tourism and poverty reduction, 2011.

16. UNESCO 2016. Sustainable Development in the Least Developed Countries – Towards 2030. UNESCO, Paris.

17. PNUE, 2011. Vers une économie verte : Pour un développement durable et une éradication de la pauvreté ». www.unep.org/greeneconomy.

18. Sustainable Tourism for Development Guidebook (2013).

19. <https://www.wttc.org/research/economic-research/economic-impact-analysis/>

20. « L'attractivité touristique comme levier de dynamisation économique des territoires de montagne », rapport préparatoire à la 5ème biennale européenne de la montagne, 2013.

BILAN

Le tourisme d'agrément représente aujourd'hui près de 20 000 personnes visitant chaque année la Guyane. L'ambition du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs de Guyane est de le porter à 60 000 personnes par an à l'horizon 2024.

L'objectif final proposé est de voir ce secteur croître dans le PIB local afin de générer, à terme, 4500 emplois directs et 4500 emplois induits supplémentaires¹⁹.

A titre de comparaison il y a aujourd'hui environ 8 fois moins de personnes travaillant dans le tourisme en Guyane qu'en Martinique et il y en aurait encore 3 fois moins après la réussite de ce plan.



9000 emplois pérennes sur 10 ans

Si l'on compare la filière du tourisme, qui n'est qu'un exemple parmi les diverses filières locales qui pourraient être structurées en Guyane dans les dix prochaines années, avec le projet de mine industrielle « Montagne d'or », le constat est sans appel : le tourisme est à même de créer six fois plus d'emplois directs que le projet Montagne d'or. Le ratio coûts publics / pérennité de l'emploi / impact sur l'environnement est lui aussi très largement en faveur de cette filière, avec une meilleure garantie de bonne répartition de la richesse créée.

VS

MINE INDUSTRIELLE
Type projet «Montagne d'or»

TOURISME

SUBVENTIONS



EMPLOIS DIRECTS



SUBVENTIONS PAR EMPLOI DIRECT

560 000 €

24 000 €

MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT



Précaire

Mega-industrie
Mono activité
Risques environnementaux

Soutenable

Pluralité de projets
Pêche, agriculture,
agro-alimentaire,
énergie, bois,
constructions renouvelables...



12 ans

illimité



Dépendant

Résilient



CONCLUSION

A l'aube des « Trente Glorieuses » de la Guyane²¹, l'analyse de la filière du tourisme prouve qu'il est possible de capitaliser sur les atouts du territoire pour privilégier un mode de développement soutenable. Avec des investissements publics moindres et un impact limité sur les ressources naturelles, le secteur du tourisme pourrait ainsi à lui seul générer six fois plus d'emplois directs que la mine aurifère industrielle envisagée.

Du fait de l'abondance des ressources naturelles en Guyane, plusieurs autres secteurs économiques pourraient être structurés dans les dix prochaines années sans mettre en péril l'équilibre des écosystèmes ni les services qu'ils fournissent à la population. Car si la logique de création d'emplois doit prévaloir afin de résorber progressivement le taux de chômage en Guyane, il est tout aussi indispensable que les filières prioritaires soient définies en fonction de leur durabilité et de leur capacité d'inclusion sociale.

Le WWF considère qu'en plus du tourisme, les filières de la pêche, du bois et de la forêt, de l'agriculture, des énergies renouvelables, de la construction et de l'agroalimentaire sont à même de répondre au défi d'un développement soutenable en Guyane. Structurées de manière responsable, ces filières pourraient aboutir à la création de 18 000 à 20 000 emplois au total sur dix ans²².

Si le développement simultané de l'ensemble de ces filières nécessiterait un soutien de la collectivité nationale, il dépend également et avant tout de la volonté et de la capacité des décideurs publics et privés à se saisir du sujet. La structuration des filières économiques portant le décollage de la Guyane ne viendra pas de l'extérieur, il sera le fruit de la mobilisation et de la détermination des guyanais sur le long terme.

21. « Vision entrepreneuriale du développement de la Guyane, MEDEF (Mouvement des Entreprises de France), Guyane, (2015).

22. Selon le SRDTL 9 000 emplois dans le tourisme sur 10 ans ; selon l'ADEME 900 emplois dans l'énergie auxquels s'ajouteraient 900 emplois induits ; selon l'Interprobois 1 065 emplois dans le bois et la forêt ; selon les professionnels du secteur plusieurs centaines d'emplois dans la brique crue ; selon les professionnels du secteur 500 à 600 emplois directs et autant d'emplois induits dans la pêche ; selon nos estimations recoupées avec celles des professionnels du secteur, 1 200 à 1 800 emplois directs et autant d'emplois induits dans l'agriculture ; selon nos estimations quelques centaines d'emplois dans l'agroalimentaire.

Vers un développement soutenable de la Guyane

Des emplois pour les habitants et leur territoire



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

www.wwf.fr

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For nature (Formerly World Wildlife Fund)
© "WWF" & "living planet" are WWF Registered Trademarks / "WWF" & "Pour une planète vivante" sont des marques déposées.

WWF - France, 35-37 rue Baudin, 93 310 Le Pré Saint-Gervais
Retrouvez-nous sur www.wwf.fr.